

*Le budget—M. Benjamin*

Tout le monde reconnaît que nous avons besoin de davantage d'emplois et de davantage de recettes pour la trésorerie nationale. Cependant, ce gouvernement et le précédent, au moins pendant leurs deux dernières années au pouvoir, ont été si hypnotisés par le déficit qu'ils lui ont donné la priorité sur tout le reste dans le pays. D'après eux, il fallait déployer des efforts énormes pour le réduire.

On nous a accusés, entre autres, d'être dépensiers et criblés de dettes. Cependant, il faut revoir l'histoire de mon parti lorsqu'il était au pouvoir. Nous nous sommes toujours fondés sur le principe que tous les gouvernements s'endettent la plupart du temps, mais nous avons toujours dit—et nous continuons à dire—qu'une nation contracte différents genres de dettes. Il y a une dette constructive, que nous avons toujours considérée comme se remboursant d'elle-même. Il y a une dette destructive, que nous considérons comme un poids mort. Monsieur le Président, il ne faudrait pas que vous pensiez un seul instant, étant donné vos origines, que j'expose une forme d'idéologie créditiste. Loin de moi l'idée de dire quoi que ce soit qui donnerait de la crédibilité à cette philosophie non regrettée, mais le fait est que lorsqu'un pays s'endette, les méthodes auxquelles il a recours pour rembourser cette dette révèle ses priorités.

Parlons des occasions manquées dans le budget. Le gouvernement avait la possibilité d'accorder au moins un demi milliard de dollars supplémentaires aux logements de toute sorte, même si cela l'obligeait à augmenter les emprunts, ce qui aurait été une dette constructive. Comme je l'ai dit à maintes reprises à la Chambre au cours des années, il y a dans toutes les villes de notre pays une liste d'attente interminable de gens qui ont besoin de lits d'hôpitaux, de soins de longue durée et de soins à domicile. Il y a des milliers de vieux foyers pour personnes âgées qui ont besoin de réparations. On a besoin de logements coopératifs et de logements pour les personnes à faibles revenus. Lorsque l'on songe aux logements, on se rend compte que cela concerne toute l'économie, de l'industrie forestière aux produits forestiers finals qui sont utilisés dans les maisons. Peu importe que ce soit dans la plomberie, l'électricité ou quoi que ce soit d'autre qui entre dans la construction d'habitations. Les dizaines de milliers de personnes employées deviendront des contribuables. C'est pourquoi nous parlons de dette qui se paie d'elle-même. Ce genre d'investissement, car il ne s'agit pas vraiment d'une dette, ne s'éponge pas seulement d'elle-même en très peu de temps, deux ou trois ans; elle est aussi une façon constructive d'emprunter et de dépenser des fonds pour l'ensemble du pays.

● (1610)

Dans le domaine de l'environnement, avec quelques centaines de millions de dollars par année, nous ferions déjà travailler 100 000 jeunes à seulement assainir l'air et l'eau. Le pays pris dans son ensemble ni personne d'entre nous, de quelque parti que nous soyons, n'a le droit de laisser à d'autres le soin de nettoyer pareil gâchis. Plus nous tardons à dépolluer, plus cela coûtera cher. C'est donc un endettement constructif, pour non seulement assainir l'environnement mais donner du travail à des personnes qui paieront des impôts.

Je passe aux ouvrages municipaux. Les municipalités urbaines et rurales du Canada tout entier projettent ou rêvent d'entreprendre des dizaines de milliers de travaux nécessaires.

Je ne parle pas d'hôtels luxueux et de centres commerciaux mais de travaux publics absolument nécessaires à des installations tellement vieilles et délabrées qu'elles font la honte de nos localités. C'est un investissement, monsieur le Président. Il n'y a pas de perte ou de dépense proprement dite. Encore une fois, les autorités fédérales doivent prendre l'initiative et entraîner les provinces à leur suite. Un consortium des trois niveaux de gouvernement pourrait mettre à l'oeuvre de 100 000 à 200 000 autres personnes qui paieraient des impôts, de telle sorte que la dette s'effacerait d'elle-même. Comme mon honorable ami l'a mentionné à propos des milliards de dollars que coûte le service de la dette actuelle, les charges absolues, l'argent versé en intérêts, constitue une grande partie de la dette.

Dans mon domaine à moi, qui est celui des transports, il faudrait investir de 500 millions à un milliard par année au cours des six ou sept prochaines années. Je pense aux transports urbains. Je pense aux améliorations à apporter à la Voie maritime du Saint-Laurent. Je pense à ce qui devrait se faire, et je pense en particulier à l'Ouest, mais il en va de même pour le reste du Canada dans le secteur ferroviaire. J'ai assisté à une assemblée de 250 à 300 ruraux, presque exclusivement des agriculteurs et des femmes d'agriculteurs, qui a eu lieu à Minton en Saskatchewan, localité de la circonscription de mon bon ami le député d'Assiniboia (M. Gustafson); ils en avaient ras le bol et ont crié leur colère au sujet des deux embranchements que le gouvernement n'a toujours pas fini de remettre en état, même s'ils bénéficient d'une garantie de maintien au réseau jusqu'à l'an 2 000. On a dépensé environ 11 millions il y a quelques années pour entreprendre les travaux, et il faudrait encore 14 millions pour les terminer. Il y a là du travail pour beaucoup de monde. Cela suppose également le respect d'un engagement pris par le Parlement du Canada, par le gouvernement actuel et par le gouvernement antérieur, à propos des embranchements canadiens—spécialement ceux de l'Ouest. Pour que l'exploitation ferroviaire soit plus rapide et plus efficiente, il faut nous occuper d'un sujet d'ordre pratique, celui des dizaines de milliers de passages à niveau qui tuent chaque année plusieurs centaines de personnes et qui en blessent des milliers. Pour cela il faut investir quelques centaines de millions de dollars. Il s'agit d'un investissement et non d'une dépense. Quand on pense que le gouvernement actuel et celui qui l'a précédé ont lancé par les fenêtres des centaines de millions de dollars pour retaper de vieilles voitures pour VIA Rail, c'est horrible.

Les conservateurs parlent d'implanter au gouvernement de saines méthodes de gestion. Allez donc dire à un banquier: «Je veux lancer une société de transport ferroviaire de voyageurs. Je n'ai pas d'argent. Mon matériel le plus moderne date de 25 ans, le reste a 40 ou 50 ans d'âge. Je voudrais avoir un peu d'argent pour remettre ce matériel en état et faire marcher un service national de trains de voyageurs»: n'importe quel banquier du pays vous claquera la porte au nez en pouffant de rire. Mais qu'est-ce que fait le gouvernement? Il refuse de commander du matériel neuf. Une partie de ce matériel va être retapé pour la troisième fois depuis 1977. En fait de gaspillage d'argent et de gabegie commerciale, cela se pose un peu là. Je ne confierais pas au ministre des Finances (M. Wilson) ne serait-ce que l'exploitation de mon poulailler. S'il pense que